

Écrit par le 2 juillet 2026

L'eau, un bien commun en danger : appel à la mobilisation dans le Vaucluse et au-delà



Face au dérèglement climatique, la gestion de l'eau devient l'un des enjeux majeurs de notre siècle. [Karine Viciana](#), directrice de la [Maison Régionale de l'Eau](#), tire la sonnette d'alarme et invite à repenser notre rapport à cette ressource vitale.

Parler d'eau aujourd'hui, ce n'est plus seulement parler de rivières ou de nappes phréatiques, c'est parler d'avenir, de solidarité territoriale, de survie. C'est ce que défend Karine Viciana, directrice de la Maison Régionale de l'Eau, association scientifique engagée dans la connaissance et la préservation des milieux aquatiques en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Nous l'avons rencontrée lors du colloque, 'Faire face à l'enjeu crucial de l'eau organisé par [Julien Dezecot](#), directeur de publication du [magazine Sans transition](#). « C'est la fin de l'eau facile », prévient-elle.

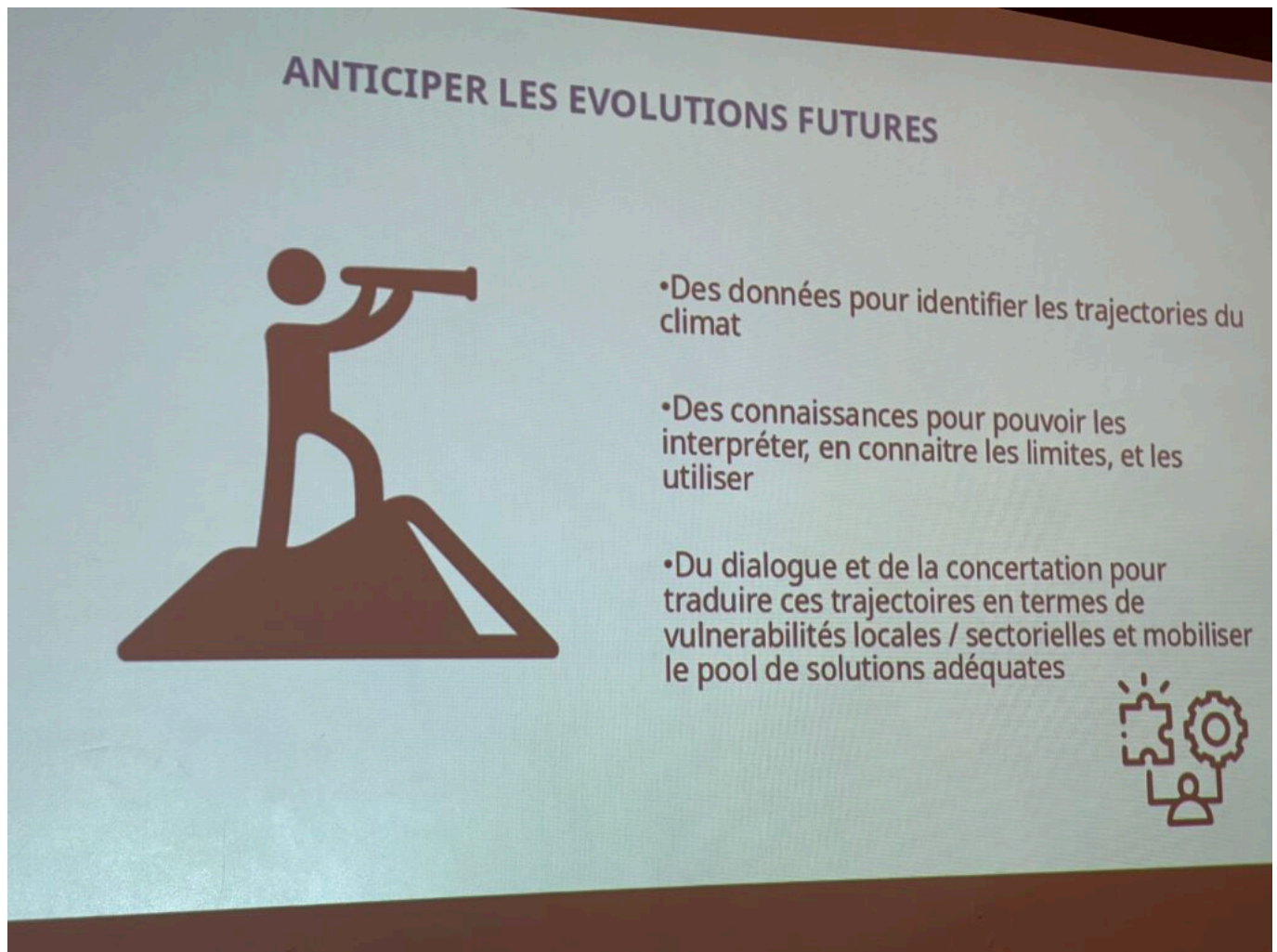
Observer, comprendre... et transmettre

Les équipes de la Maison Régionale de l'Eau arpentent les cours d'eau du sud de la France pour

Ecrit par le 2 juillet 2026

surveiller leur évolution, mesurer l'impact du changement climatique, des pollutions et des pressions humaines. Mais leur mission ne s'arrête pas là : elles rendent ces savoirs accessibles à tous — élus, scolaires, professionnels, citoyens — grâce à des conférences, ateliers et outils pédagogiques.

« La démocratisation des connaissances est une mission d'intérêt général. L'eau nous concerne tous. »



Le Vaucluse face aux extrêmes climatiques

Dans le Vaucluse, comme dans l'ensemble du bassin méditerranéen, les défis sont de taille : sécheresses intenses, orages dévastateurs, inondations violentes. Le climat devient de plus en plus instable, et les territoires doivent s'adapter rapidement.

« On entre dans une ère d'extrêmes. Il va falloir apprendre à vivre avec trop d'eau... ou pas assez. » Et cela implique de revoir nos usages, nos aménagements, nos priorités.

Tourisme, agriculture, industrie : tous concernés

Le tourisme, première économie du littoral, doit évoluer. L'agriculture, elle, est déjà en souffrance : «

Écrit par le 2 juillet 2026

Même avec de l'hydraulique agricole, si le robinet est à sec, il l'est pour tout le monde. » Et l'industrie, bien que moins directement ciblée par l'association, est touchée à travers des relais comme les Chambres de commerce.

Ce changement d'usage doit être rapide : « Il doit se faire sur moins d'une génération. »

Repenser nos modèles... mais localement

Si Israël est souvent cité comme un modèle en matière de gestion de l'eau, Karine Viciano tempère : « Leur contexte climatique et géologique est très différent. Ce qui fonctionne là-bas ne marchera pas forcément ici. Il faut des solutions sur mesure, adaptées à chaque territoire. »

Ces « bouquets de solutions » devront prendre en compte l'environnement, les activités humaines et la biodiversité, souvent négligée.



Karine Viciano, Copyright MMH

Une eau invisible... et oubliée

Ecrit par le 2 juillet 2026

Autre sujet brûlant : les eaux souterraines. Peu connues, souvent mal surveillées, elles sont pourtant massivement exploitées.

« On fore, on pompe... mais on ne sait presque rien de leur fonctionnement. Certaines nappes contiennent de l'eau vieille de 30 000 ans. »

Dans la nappe du Miocène, par exemple, plus de 10 000 forages ont été recensés, sans véritable gouvernance collective.

« Il faut arrêter d'agir en ordre dispersé. Ces eaux doivent être gérées comme des biens communs. »

Partager, anticiper, coopérer

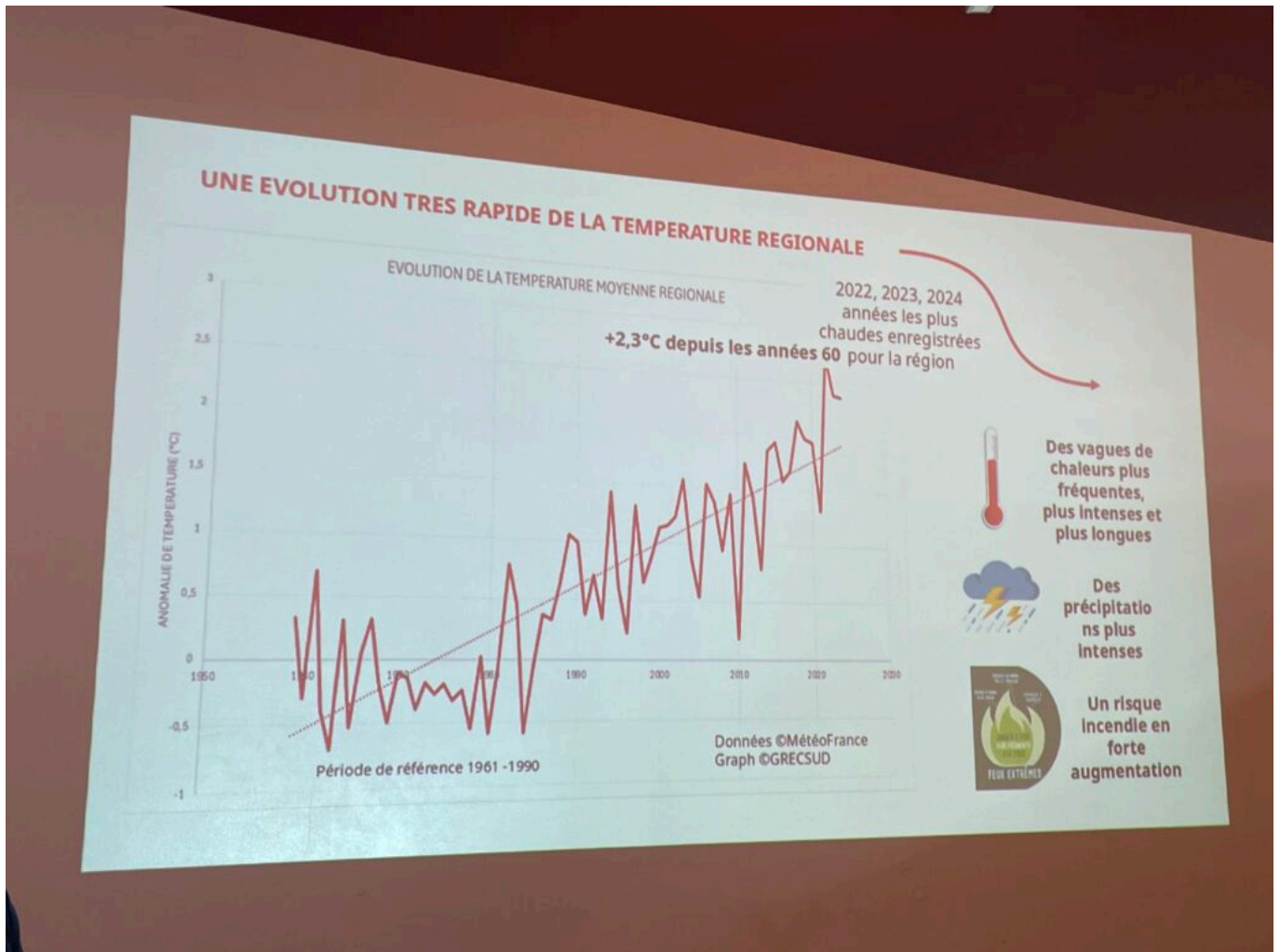
La solidarité entre territoires est déjà une réalité : « L'eau de Serre-Ponçon, dans les Alpes, permet à Marseille de boire. » Mais qu'en sera-t-il demain, si les retenues ne se remplissent plus comme avant ? Karine Viciano appelle à une gouvernance apaisée, collective et solidaire de l'eau : entre les secteurs, entre les territoires, entre les générations. L'objectif ? Éviter les conflits et garantir l'accès à tous, y compris à la biodiversité.

Un changement de culture à engager

En filigrane, c'est toute notre culture de l'eau qui doit évoluer. « Ouvrir un robinet, aujourd'hui, semble banal. Mais dans les années 60, il n'y avait de l'eau que deux heures par jour à Toulon. » Revoir notre consommation, adopter la sobriété, rendre à l'eau sa juste valeur : voilà le défi.

L'eau n'est pas inépuisable. Elle n'est plus un luxe évident. Elle est un bien commun à partager, à protéger, à repenser. Collectivement. Et dès maintenant.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Le changement climatique à l'œuvre

Colloque à Mazan : « L'eau, une urgence vitale » - Comprendre, partager, préserver

Ecrit par le 2 juillet 2026



Mazan - La Boiserie a accueilli un colloque d'une rare intensité sur l'avenir de l'eau. À l'invitation de [Julien Dezecot](#), directeur de la revue Sans-Transition ! scientifiques, élus, entreprises et citoyens se sont réunis pour comprendre les défis posés par la gestion de l'eau et trouver ensemble les voies d'un usage plus sobre et solidaire. Parmi eux la conférencière et ingénieure hydrologue [Charlène Descollonges](#), [Karine Viciano](#), directrice de la Maison régionale de l'eau et [Antoine Nicault](#), écologue et paléoclimatologue du Grec-Sud, Groupe régional d'expert sur le climat en région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur. Un constat clair : le système de l'eau est en crise. le colloque était suivi d'une conférence ouverte au grand public.

Il n'y a pas un problème de l'eau en France, mais une série de crises systémiques : c'est l'un des constats forts posés lors de cette journée par Charlène Descollonges, ingénieure hydrologue. La France, comme bien d'autres pays, a hérité de pratiques agricoles, urbaines et industrielles qui ont fragilisé ses milieux aquatiques : drainage des zones humides, disparition des haies et prairies, imperméabilisation des sols, rectification des cours d'eau... Résultat : nos territoires sont devenus vulnérables à la fois à la sécheresse

Écrit par le 2 juillet 2026

et aux inondations.



Charlène Descollonges et Julien Dezécot Copyright MMH

Et ce n'est pas tout

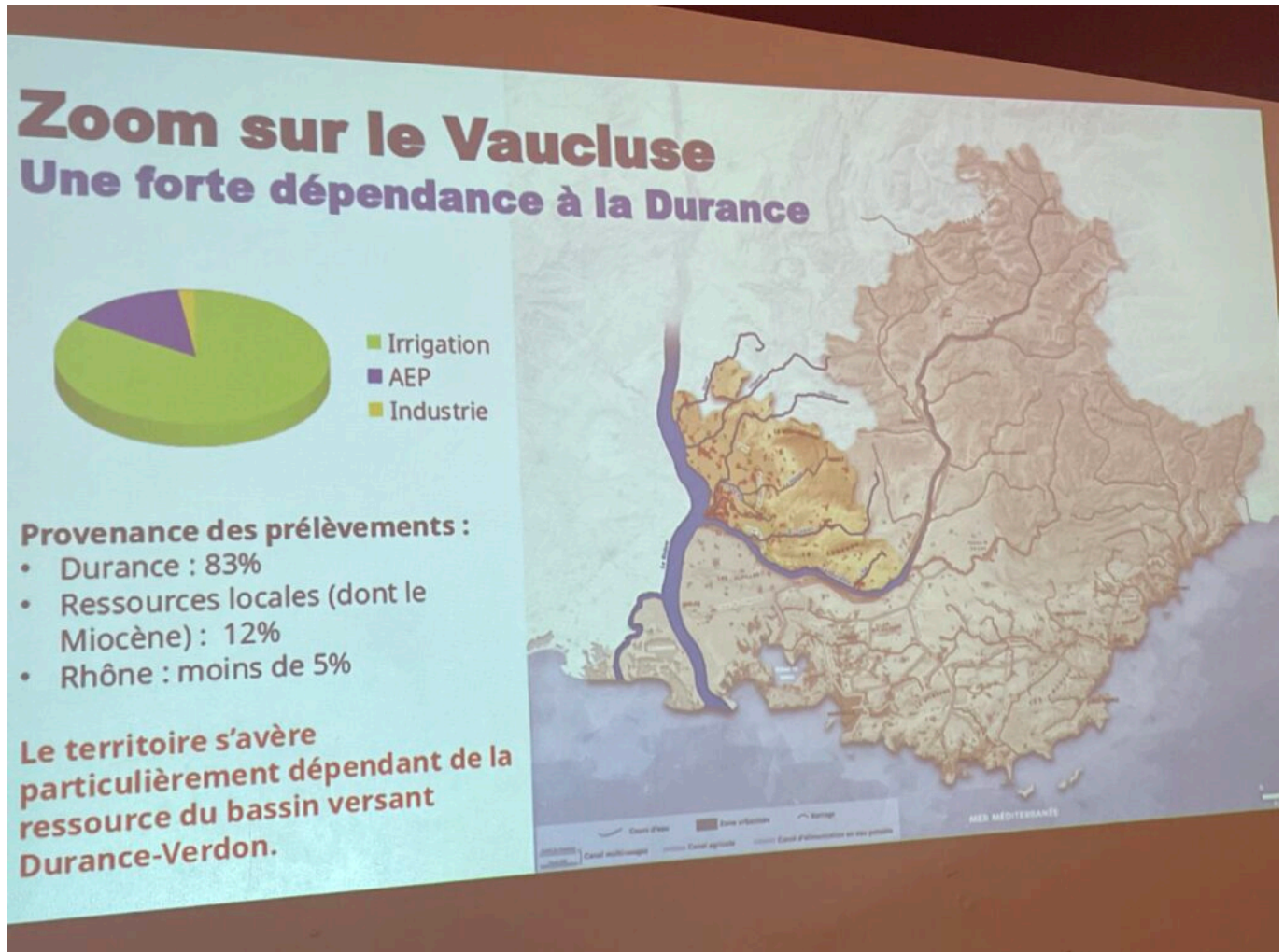
L'eau souterraine, longtemps considérée comme une « banque d'eau infinie », s'épuise à mesure que le climat se réchauffe. L'alerte est appuyée par le dernier rapport de l'Organisation Mondiale de la Météorologie : le grand cycle de l'eau est sérieusement perturbé, et les nappes phréatiques peinent à se recharger.

Qualité de l'eau : une pollution invisible mais persistante

À cette crise de quantité, s'ajoute une crise de qualité. L'eau, même lorsqu'elle coule, n'est pas toujours saine. Polluants agricoles (pesticides, nitrates), résidus médicamenteux, micropolluants, perturbateurs endocriniens... Le cocktail chimique que nous rejetons dans nos rivières et nappes n'est pas encore totalement identifié, mais il inquiète. « On commence à peine à inventorier ce qu'on y trouve, mais les

Ecrit par le 2 juillet 2026

effets sur la santé et la biodiversité sont déjà là », souligne Charlène Descollonges.



Des cartes précises sur l'état de l'eau en Vaucluse

Trois leviers majeurs pour changer la donne

Face à ces constats, des solutions existent, connues, parfois déjà engagées, mais encore trop timides ou dispersées. Trois piliers d'action ont été mis en avant : La sobriété. Pas seulement en période de crise, mais comme stratégie de fond. Cela passe par une réduction des prélèvements dans les nappes et rivières, et un changement de modèle agricole et alimentaire. « Il faut relier l'eau à nos choix de consommation : produire moins de protéines animales, par exemple, c'est aussi consommer moins d'eau », rappelle Charlène Descollonges.

Deuxième pilier : L'adaptation territoriale

Tous les territoires ne peuvent pas adopter les mêmes solutions. Le colloque a mis en avant la nécessité d'une approche locale et sur-mesure, intégrant les réalités géologiques, climatiques et socio-économiques

Ecrit par le 2 juillet 2026

de chaque bassin. L'adaptation passe aussi par la priorisation des usages : « Il faut sanctuariser certaines nappes pour l'eau potable uniquement », propose Charlène Descollonges.



Julien Dezécot, Karine Viciano et Antoine Nicault Copyright MMH

Troisième pilier : La régénération du cycle de l'eau

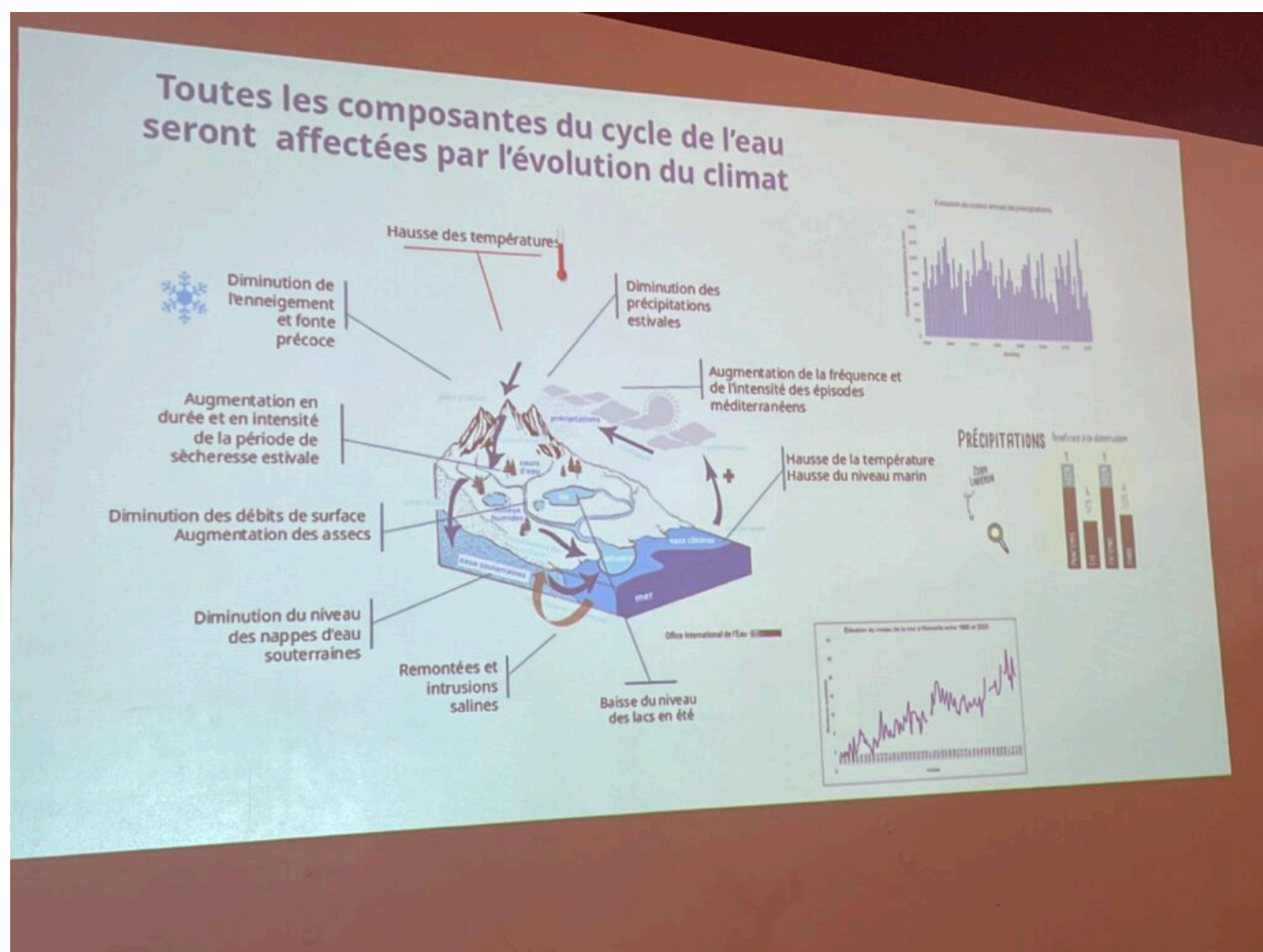
Concept encore méconnu du grand public, l'hydrologie régénérative consiste à favoriser l'infiltration naturelle de l'eau dans les sols, via des aménagements simples comme la conservation des mares, des zones tampons, des haies... qui permettent de recharger les nappes de façon passive, sans énergie, et de restaurer le rôle éponge des écosystèmes.

Enfin, une gouvernance de l'eau à repenser

Au cœur de cette réflexion, la question démocratique a occupé une place centrale. Le partage équitable de l'eau suppose une gouvernance renouvelée, plus inclusive et anticipatrice. Charlène Descollonges, appelle à donner une vraie voix aux citoyens dans les décisions : « Ce ne sont pas que des payeurs de

Ecrit par le 2 juillet 2026

facture. Ce sont des acteurs, des habitants, des parties prenantes à part entière. » Elle propose même une convention citoyenne de l'eau, à l'image de celle pour le climat. Une utopie ? Peut-être. Mais dans un contexte de tension croissante - où les conflits d'usage autour de l'eau se multiplient ; agriculture, industrie, consommation, tourisme... Mieux vaut prévenir que subir.



Copyright MMH

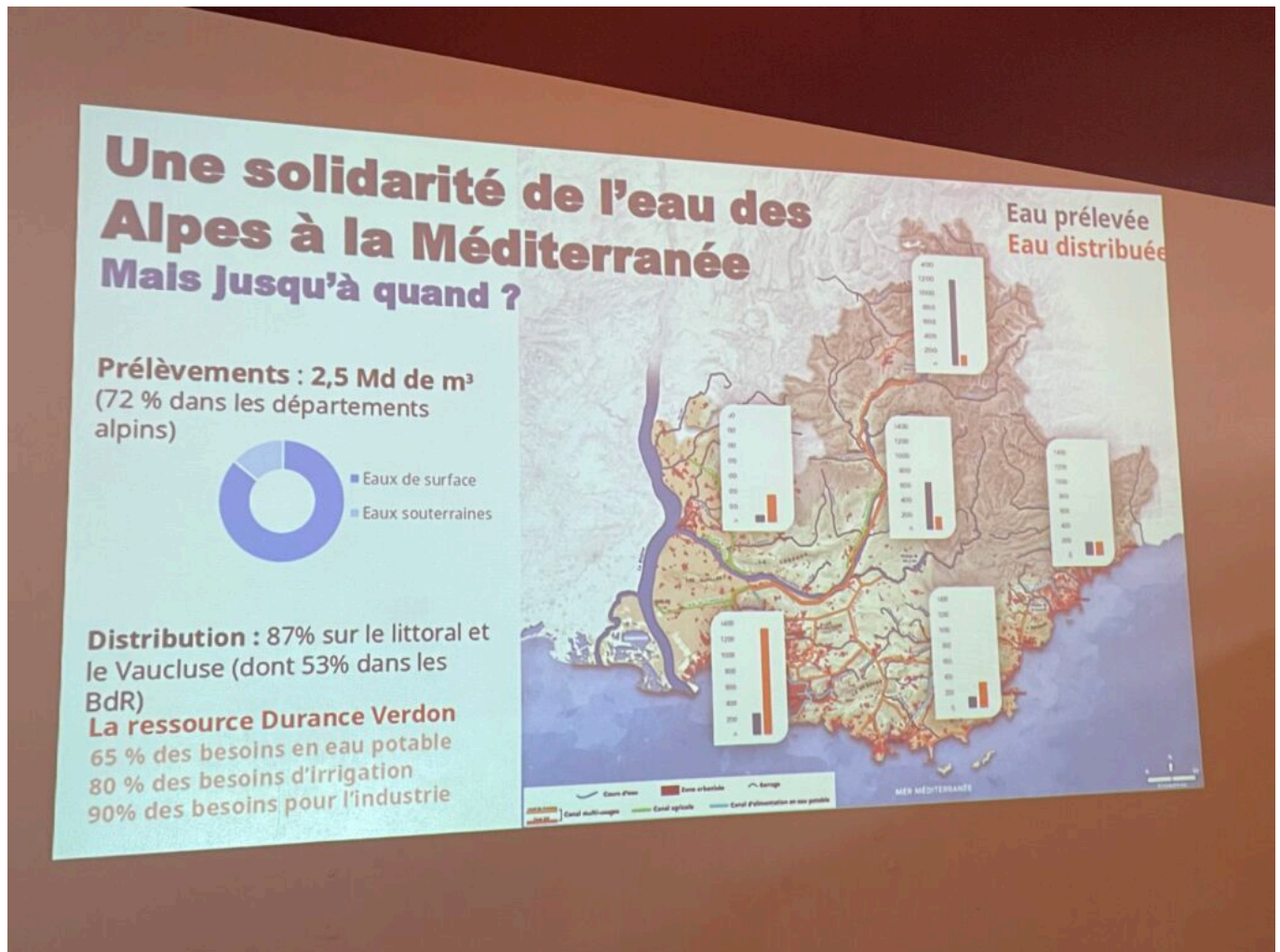
Si on ne change rien...

Les experts sont unanimes : le statu quo mène droit dans le mur. « Si on ne bouge pas, on se prépare à des conflits sociaux majeurs, à des pertes économiques colossales, à des pénuries structurelles », résume Antoine Nicault, du GREC-SUD. Les sécheresses de 2022 et les inondations de 2023 ont déjà laissé des traces. Entre un nord noyé et un sud assoiffé, la France a connu un hiver « coupée en deux ». Ce n'était qu'un avant-goût de ce qui nous attend, selon les intervenants. L'eau est un bien commun précieux, mais elle devient aussi un facteur de risque géopolitique local.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Une opportunité de transformation ?

Malgré la gravité des enjeux, l'ambiance du colloque n'était pas résignée. Au contraire, l'espoir réside dans la mobilisation collective. Des solutions techniques existent. Des initiatives locales inspirantes émergent partout. Reste à leur donner les moyens, le cadre, et l'élan politique nécessaire. « L'eau, c'est le miroir de notre société. La façon dont on l'utilise, dont on la partage, dit tout de notre rapport au vivant, à l'économie, et aux autres », conclut Charlène Descollonges.



Copyright MMH

L'eau n'est plus une ressource illimitée

Ses usages doivent être repensés, régulés, et priorisés. La transition passe par l'adaptation locale, la sobriété, et la participation citoyenne. Les territoires, chacun à leur échelle, ont un rôle à jouer. Une certitude : le futur de l'eau s'écrit dès aujourd'hui et ensemble.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Scientifiques, élus, professionnels de l'eau sont venus écouter et partager les informations sur les enjeux cruciaux de l'eau Copyright MMH

PACA parmi les régions les plus appréciées par les vacanciers au restaurant

Ecrit par le 2 juillet 2026



HOCQUEL A - VPA

sunday, leader des solutions de paiement pour les restaurants, dresse un panorama des régions où les touristes ont le plus apprécié leur moment au restaurant pendant la période estivale. Une étude réalisée grâce aux données anonymisées de plus de 3 millions de paiements dans les restaurants partenaires de sunday.

Alors que l'été touche à sa fin, sunday dévoile le classement des régions françaises où les vacanciers se sont montrés les plus généreux.

En Bretagne, les clients se distinguent par leur sens du pourboire : 50% des repas y ont donné lieu à un surplus laissé aux équipes en salle, soit le pourcentage le plus élevé de toutes les régions. La région est talonnée par la Provence-Alpes-Côte d'Azur (48%) et par l'Île-de-France et le Grand Est (toutes deux à 40%).

À l'inverse, l'Occitanie affiche la fréquence la plus faible : seulement 31% des repas se sont conclus par un pourboire.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Région	Fréquence de pourboire
Bretagne	50%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	48%
Nouvelle-Aquitaine	41%
Grand Est	40%
Île-de-France	40%
Centre-Val de Loire	37%
Auvergne-Rhône-Alpes	37%
Corse	36%
Pays de la Loire	36%
Hauts-de-France	34%
Bourgogne-Franche-Comté	34%
Normandie	34%
Occitanie	31%

©sunday

Quels touristes ont le plus dépensé ?

Du côté des additions, c'est la Bourgogne-Franche-Comté qui arrive en tête, avec un ticket moyen de 53 € par repas. Derrière, la Nouvelle-Aquitaine se hisse en deuxième position avec 48 € dépensés en moyenne. Sur la troisième marche, on retrouve les Pays de la Loire, dont les visiteurs ont dépensé 47 € par repas. La région devance de peu la Provence-Alpes-Côte d'Azur (46 €), qui bénéficie du dynamisme de la Côte d'Azur et de l'afflux estival de vacanciers. La Bretagne complète ce top 5 avec 44 € de dépense moyenne.

À l'autre bout du spectre, plusieurs régions affichent des additions plus modestes. C'est le cas de l'Occitanie (34 €) ainsi que du Grand Est et de l'Île-de-France (36 € chacune), où les visiteurs dépensent nettement moins par repas - un écart de près de 20 € avec la Bourgogne-Franche-Comté.

Ce panorama illustre les écarts de budget des vacanciers selon les régions visitées, entre territoires plus gastronomiques et zones à consommation plus mesurée.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Région	Montant moyen dépensé par repas
Bourgogne-Franche-Comté	53 €
Nouvelle-Aquitaine	48 €
Pays de la Loire	47 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	46 €
Bretagne	44 €
Normandie	42 €
Hauts-de-France	42 €
Auvergne-Rhône-Alpes	39 €
Corse	38 €
Centre-Val de Loire	37 €
Île-de-France	36 €
Grand Est	36 €
Occitanie	34 €

©sunday

Dans quelles régions les restaurants ont été les mieux notés ?

Enfin, côté satisfaction, c'est la Nouvelle-Aquitaine qui se distingue avec la meilleure note : 4,8/5 en moyenne attribués par les clients aux restaurants de la région. Les Pays de la Loire suivent de près avec 4,7/5, tandis que la plupart des autres régions se situent entre 4,5 et 4,6. En comparaison, le Centre-Val de Loire ferme la marche avec 4,4/5.

Globalement, les Français en vacances se montrent très positifs : toutes régions confondues, ils ont attribué aux restaurants une excellente note moyenne de 4,6/5.

Région	Note moyenne /5
Nouvelle-Aquitaine	4,8
Pays de la Loire	4,7
Île-de-France	4,6
Occitanie	4,6
Auvergne-Rhône-Alpes	4,6
Bretagne	4,6
Hauts-de-France	4,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	4,6
Normandie	4,5
Grand Est	4,5
Bourgogne-Franche-Comté	4,5
Centre-Val de Loire	4,4

@sunday

Au vu de son succès, le Pass Santé Jeunes est reconduit pour l'année 2025-2026 en PACA



Le dispositif du Pass Santé Jeunes a été mis en place par la [Région Sud](#) pour permettre aux 15-26 ans un accès gratuit à des prestations chez des professionnels de santé et psychologues libéraux. Les demandes pour l'année 2025-2026 seront ouvertes le 15 septembre.

« Parce que la santé de notre jeunesse ne doit jamais attendre, la Région Sud met à votre disposition le Pass Santé : des consultations gratuites et anonymes, de la contraception en passant par un suivi psychologique, prenez soin de vous ! », a déclaré Renaud Muselier, président de la Région.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Pour l'année 2024-2025, 20 000 demandes ont été effectuées. Ce pass restera effectif jusqu'au dimanche 31 août. Les demandes pour l'année 2025-2026 se feront à partir du lundi 15 septembre via le site ou l'application [Pass Santé Jeunes Région Sud](#).

Un dispositif pour qui et pour quoi ?

Le Pass Santé Jeunes est dématérialisé depuis 2013. Il se présente sous la forme de 12 e-coupons qui permettent d'accéder gratuitement à un ensemble de prestations chez les professionnels de santé et les psychologues libéraux. Ce pass peut notamment être utilisé dans le cadre de la vaccination contre le papillomavirus, un suivi psychologique, la contraception, une consultation médicale, ou bien des analyses biologiques.

Pour bénéficier de ce dispositif, il faut avoir entre 15 et 26 ans, être inscrit dans un lycée, dans un centre de formation d'apprentis (CFA), dans un établissement de formation sanitaire et sociale, dans un établissement d'enseignement supérieur, dans une mission locale, à Pôle Emploi, ou bien être en stage de formation professionnelle, en contrat de professionnalisation, en contrat Emploi d'avenir, ou encore au service civique en PACA.

Qualité Rivière, l'application pour tout savoir sur les cours d'eau près de chez soi

Ecrit par le 2 juillet 2026



L'application 'Qualité Rivière', qui recueille toutes les analyses relatives au cours d'eau français réalisées par les différentes agences de l'eau, permet de savoir l'état écologique des rivières, d'identifier les espèces de poissons présentes et de suivre la qualité de l'eau des sites de baignade.

Si les températures vont baisser après ce long épisode caniculaire, la poursuite de l'été sera tout de même propice à des activités telles que la baignade ou encore la pêche. Pour connaître l'état de santé des cours d'eau, proches de chez soi ou sur l'ensemble du territoire régional, il existe l'application 'Qualité Rivière' dont la nouvelle version est sortie cet été.

Cette outil se dévoile sous la forme d'une carte interactive. Il suffit d'activer la géolocalisation ou de chercher la commune que l'on souhaite pour trouver les différents cours d'eau et leurs spécificités. L'application recense l'état écologique, la présence d'invertébrés benthiques, de poissons, de diatomées et de macrophytes, la température, les nutriments, l'acidification, l'hydro-morphologie, les polluants spécifiques, ainsi que le bilan de l'oxygène.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Une application de sensibilisation

En plus d'être informative, 'Qualité Rivière' se veut une application pédagogique destinée à sensibiliser aux enjeux liés à l'eau et aux milieux aquatiques. Elle relaye aussi des actualités des différents cours d'eau et des informations plus générales sur les rivières. Il y a aussi un quiz ludique pour tester ses connaissances et découvrir les bons comportements à adopter afin de préserver les rivières.

12 000 stations en France, dont 400 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur, permettent la centralisation de toutes ces données. Ce sont 6,5 millions de données qui sont recueillies chaque année sur l'état des milieux aquatiques sur les bassins Rhône-Méditerranée et de Corse.

L'application est disponible sur [Android](#) et [IOS](#).

[\(Carte interactive\) Où se baigner au mois d'août en Vaucluse ?](#)

BlaBlaCar Bus, Avignon en 5e position des villes les plus demandées avec 53 500 passagers débarqués depuis 2019

Ecrit par le 2 juillet 2026



Avignon occupe la 5e place devant la ville d'Antibes et derrière la ville de Toulon avec près de 53 500 passagers débarqués de BlaBlaCar Bus, à la gare routière d'Avignon, depuis 2019. Depuis sa création en 2015, Blablacar bus aura transporté 18 millions de voyageurs parmi lesquels 17% déclarent qu'ils n'auraient pas voyagé sans ce mode de transport collectif 30% moins cher qu'un autre bus et 60% moins cher que le train.

«Des chiffres qui témoignent d'un engouement croissant des consommateurs pour une mobilité à la fois flexible et économique, souligne un responsable de la plateforme. BlaBlaCar Bus relie aujourd'hui 350 destinations, en France et à l'international, proposant l'accès aux voyages longue distance. Les billets de bus y sont jusqu'à 60% moins chers que le train et le réseau décentralisé, est organisé en liaisons interrégionales dont 70% des lignes ne passent pas par Paris.»

Ecrit par le 2 juillet 2026



BlaBlaCar Bus Communication

Une clientèle principalement jeune

S'il attire principalement un public jeune -2/3 des passagers ont moins de 35 an- la part des retraités ou des familles augmente. Les étudiants sont attirés par les tarifs avantageux des billets, et les familles apprécient la possibilité de voyager avec de nombreux bagages, valises ou autres équipements sans frais supplémentaires.

Quel usage du BlaBlaCar Bus en Provence-Alpes-Côte d'Azur ?

Marseille occupe la 1ère place des destinations les plus prisées en BlaBlaCar bus, devant les villes de Nice et Cannes avec près de 1,100 million de passagers débarqués depuis 2019, soit l'équivalent de plus de 16 stades Orange Vélodrome pleins. Respectivement, les destinations de Nice et Cannes occupent la 2e et 3e place avec près de 406 000 et 102 000 passagers débarqués. Au départ de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, des nouvelles lignes de bus ont été mises en service pour l'été, avec pour destination Angers, Nantes, Brussels, Grenoble et le Luxembourg.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Copyright BlaBlaCar Bus Communication

À propos de [BlaBlaCar](#)

BlaBlaCar est la première application de transport fondée sur une communauté. Elle transporte, chaque année, 29 millions de membres actifs de partager un trajet dans 21 pays. La plateforme met en relation -via sa plateforme Internet de voyages partagés- des conducteurs ayant des places libres avec des passagers se rendant dans la même direction, afin qu'ils puissent partager les frais du trajet. Elle rassemble, sur une seule application, du covoiturage et les trajets en bus via 5 000 opérateurs pour des solutions de transport abordables et durables.

BlaBlaCar

En 2024, la communauté de BlaBlaCar a connecté 2,6 millions de points de rencontre dans le monde et 119 millions de rencontres entre les voyageurs. Les conducteurs ont économisé 538M€ en covoiturant, et ont contribué à éviter l'émission de 2,5 millions de tonnes de CO2.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Copyright BlaBlaCar Bus Communication

Les villes les plus demandées au niveau national

Les Villes les plus utilisées par BlaBlaCar Bus en 2024 sont : 1. **Paris** avec près de 973 000 passagers débarqués en 2024 ; 2. **Lyon** avec 432 000 passagers ; 3. **Toulouse** avec 214 000 passagers ; 4. **Marseille** avec 209 000 passagers ; 5. **Grenoble** avec 188 000 passagers ; 6. **Bordeaux** avec 180 000 passagers ; 7. **Lille** avec 174 000 passagers ; 8. **Montpellier** avec 173 000 passagers ; 9. **Annecy** avec 136 000 passagers ; 10. **Rennes** avec 126 000 passagers.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Les habitants de la région PACA investissent toujours plus dans leurs espaces extérieurs



Depuis la pandémie, les Français portent un regard neuf sur leur cadre de vie. Le besoin de nature, d'ouverture et de respiration a replacé les jardins, terrasses et balcons au cœur de leurs aspirations résidentielles. Autrefois perçus comme secondaires, ces espaces sont désormais considérés comme de véritables prolongements de leurs pièces de vie par 84% des Français. Lieux de détente, de convivialité, d'ancrage écologique ou encore pilier de la valorisation des logements, ils concentrent désormais de nombreuses attentes. [BigMat](#), acteur majeur de l'habitat, a réalisé avec [OpinionWay](#), un sondage exclusif pour comprendre comment les Français vivent, entretiennent et investissent ces espaces. Focus sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

La crise du Covid-19 a bouleversé notre rapport aux lieux de vie. Balcon, jardin, terrasse... Ces lieux sont devenus de véritables refuges face au sentiment d'enfermement vécu pendant les confinements.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Ainsi, 74% des habitants de PACA déclarent que la pandémie leur a fait redécouvrir l'importance d'un extérieur. 89% jugent d'ailleurs cet espace essentiel à leur bien-être (+2 points par rapport à la moyenne nationale) et vecteur de lien social (79%).

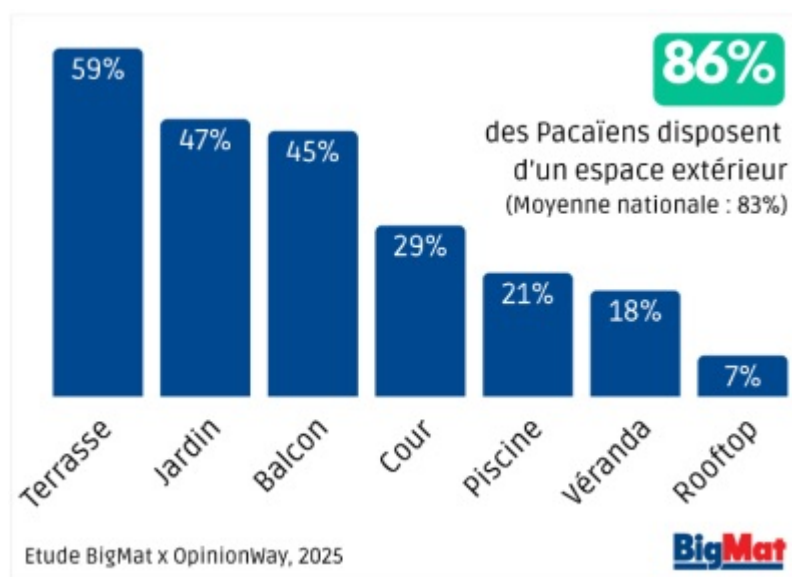
Une prise de conscience qui s'ancre dans une réalité concrète : 86% d'entre eux disposent aujourd'hui d'un espace extérieur (+3 points par rapport à la moyenne des Français).

Un désir motivé par un sentiment de manque : pour 86%, l'absence d'extérieur est vécue comme un véritable manque (contre 85% pour la moyenne des Français). D'ailleurs, plus de 6 sur 10 (61%) affirment avoir déjà renoncé à un bien immobilier pour cette raison.

« Cette étude met en lumière un mouvement de fond : l'espace extérieur s'est imposé comme un pilier essentiel du bien-vivre des Français. Ce n'est plus un simple agrément, mais un lieu de ressourcement, d'ancrage et de projection personnelle dans lesquels ils sont prêts à investir, malgré les contraintes budgétaires qui pèsent encore sur de nombreux ménages. »

Fabio Rinaldi, président du directoire de BigMat France

Posséder un extérieur est ainsi largement perçu comme un privilège (89%) mais aussi comme une nécessité : 78% des répondants estiment que chacun devrait y avoir accès, quel que soit son lieu de vie. Ce besoin dépasse aujourd'hui le simple désir : il devient une exigence de qualité de vie et un facteur d'inégalités sociales (69%).



© BigMat / OpinionWay

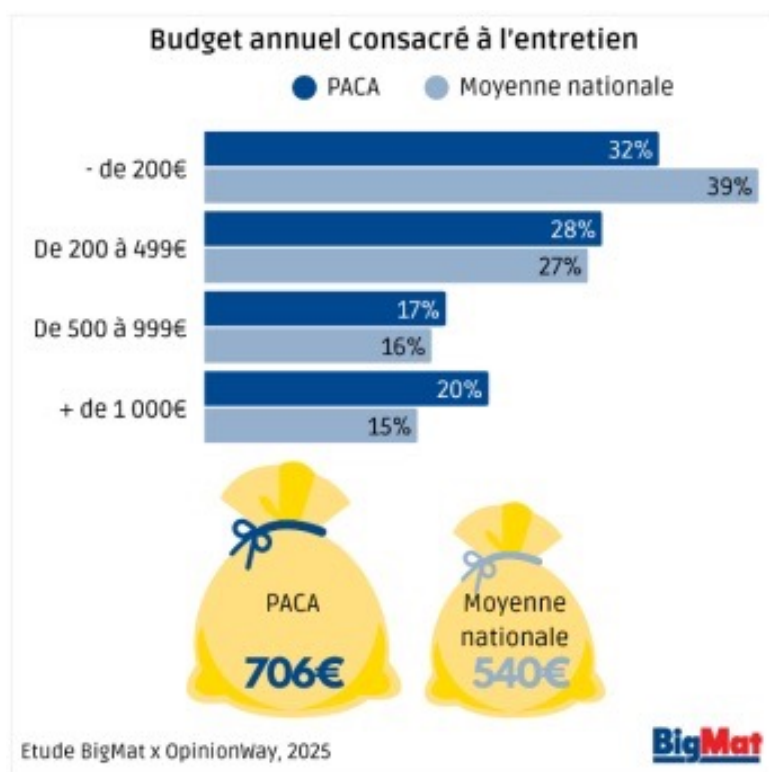
Ecrit par le 2 juillet 2026

Entretien : un budget parmi les plus élevés en France

Entretien d'un balcon, une terrasse ou un jardin est pour beaucoup une source de plaisir et de détente... mais représente aussi un coût.

Signe d'un attachement réel, les habitants de PACA sont ceux qui y consacrent une des enveloppes les plus importantes avec un budget annuel de 706€ (contre 540€ pour la moyenne nationale).

32% dépensent moins de 200€ par an. À l'inverse, 20% dépassent le cap des 1 000€ (+5 points par rapport au reste des Français).



©BigMat / OpinonWay

Des projets d'aménagements plein la tête, mais des contraintes budgétaires

L'aspiration à un extérieur plus fonctionnel, esthétique ou durable est forte.

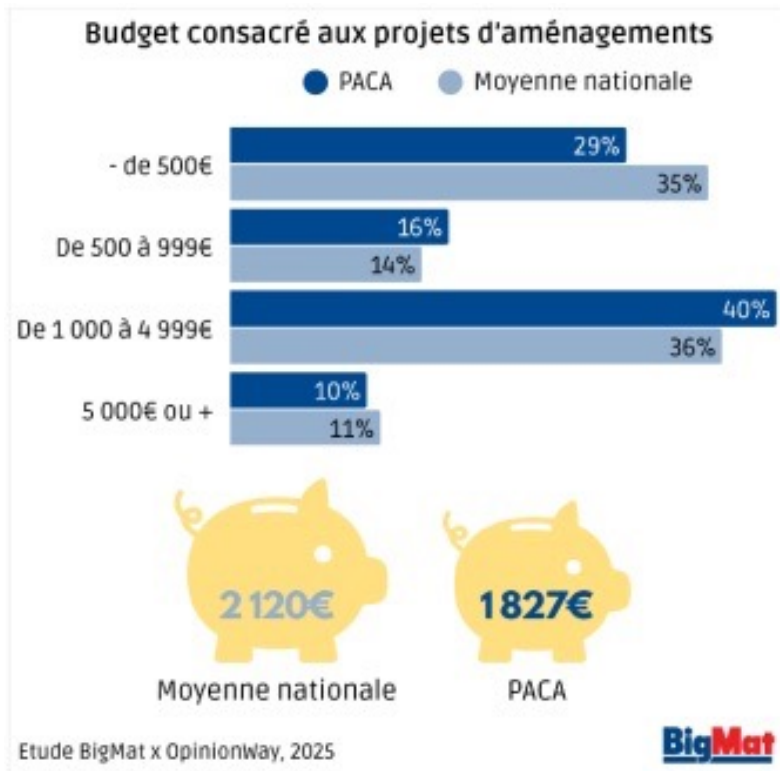
Parmi les priorités : la réduction de la consommation d'eau (55%), la modernisation des espaces (44%), la création d'un coin détente (41%), l'optimisation des rangements (41%) ou encore le renforcement de la protection du domicile (40%).

Des projets pour lesquels ils consacrent un budget moyen de 1 827€, soit 293€ de moins que celui du reste des Français.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Un nombre relativement important prévoient tout de même des investissements généreux, 40% disposant d'un budget situé entre 1 000 et 4 999€, et 10% envisagent même un budget supérieur à 5 000€.

Mais s'ils ont des projets plein la tête, de nombreux habitants de PACA restent cependant soumis à des arbitrages financiers : pour 70%, le coût reste en effet un frein majeur à la concrétisation de leurs projets.



© BigMat / OpinonWay

Étude réalisée par OpinionWay pour BigMat

Mobilité : Julien Aubert veut qu'Avignon reste la porte d'entrée de la Région Sud

Ecrit par le 2 juillet 2026



Si aujourd'hui personne ne sait qui sera le futur maire d'Avignon, une certitude cependant, les problématiques de mobilité seront au cœur de la campagne des municipales. Tramway, LEO, plan faubourg, étoile ferroviaire, liaison A7-A9, gratuité des transports, piétonnisation, circulation douce... Autant de sujets phares qui commencent déjà à accaparer l'actualité des différents prétendants, déclarés ou non. Parmi eux, Julien Aubert qui, même s'il n'est pas encore officiellement candidat au fauteuil de maire de la cité des papes, entend faire entendre sa voix au nom d'[Avignon Passion](#), l'association dont il est président. Pour cela, l'ancien député de Vaucluse s'appuie sur une enquête menée par ce 'laboratoire d'idée' prônant une alternance à Avignon en 2026.

« Ce qui se dessine dans cette étude, c'est en fait l'histoire d'une ville qui est coincée entre un bras de rivière et un bras de fleuve, résume Julien Aubert. Et dont le maire décide à un moment donné de revoir le plan de circulation, piégeant toute la partie de la population qui se trouve vers l'ouest et qui veut aller vers l'est. Des gens qui se retrouvent aujourd'hui principalement bloqués sur la rocade. »

Dans le viseur de Julien Aubert : [le plan faubourg](#). Sa consultation réalisée auprès de 504 participants (voir encadré en fin d'article) fait ainsi apparaître que 76% des personnes interrogées déclarent que leur itinéraire habituel a été allongé et que se sont les secteurs Sud de la ville qui sont les plus impactés (87%). Certains déclarent perdre de 15mn à 30mn lors de leur trajet (40%) et même au-delà de la demi-heure pour 26%. Et pour près des trois quarts (73,5%) l'accès à leur quartier est jugé 'difficile' ou très

Ecrit par le 2 juillet 2026

'très difficile'.

« Au final, on se retrouve avec une rocade totalement engorgée où tout le monde proteste, les 25 000 riverains qui n'en peuvent plus de subir des niveaux de pollution exceptionnels, ceux qui sont impactés dans la ceinture verte et ceux qui viennent de l'extérieur. »

Le plan Faubourg a accentué le dépérissement du centre-ville

Pour Julien Aubert, les difficultés à circuler entre l'Ouest et l'Est d'Avignon a aussi une autre conséquence pour la cité des papes : le dépérissement de son centre-ville.

« Comme on a coupé les sources d'approvisionnement extérieures naturelles, les habitants de la grande banlieue d'Avignon ou de la première et deuxième ceinture se sont mis à tourner le dos à l'intra-muros pour aller, en toute mobilité, vers les zones du Pontet ou vers l'intérieur du Vaucluse. »

Et bien qu'elles vivent à proximité immédiate du cœur de ville, près de 80% des personnes interrogées limitent leur déplacement à destination du centre-ville. Et plus on s'éloigne du centre-ville, plus cette tendance est forte.

[Avignon, Plan faubourgs, la Ville persiste et signe !](#)

Le trajet n'est pas qu'un simple déplacement

Cette enquête fait aussi apparaître qu'un trajet ne se limite pas à aller d'un point 'A' à un point 'B'. Un déplacement peut ainsi cumuler les usages, c'est-à-dire qu'il peut avoir une fonction logistique (faire des courses pour 42% des répondants de l'enquête), familiale (récupérer les enfants à l'école pour 21%) ou même culturelle, sportive ou de loisirs (20%).

« Ce qui est intéressant avec cette étude, c'est qu'elle bat en brèche certaines idées reçues. Ainsi, on s'aperçoit que la plupart des répondants utilisent tous les modes de locomotion. Ils utilisent la voiture et aussi le vélo. Ils n'ont donc rien contre le vélo qu'ils utilisent pour d'autres usages », (75% des interrogés utilisent 'souvent' leur voiture personnelle contre 31% la marche, 20% le vélo, et 10% les transports en commun).

Ainsi sur les déplacements de courtes distances, les participants disent utiliser le vélo ou la marche à pied comme moyen de déplacement à 81%. Les secteurs du centre-ville et de la première couronne avignonnaise étant les plus actifs en ce domaine. Ces deux modes doux sont donc prisés à la fois pour les personnes qui travaillent à proximité de leur logement et pour des déplacements liés aux loisirs, mais toujours dans un périmètre très restreint.

« Les Avignonnais passent en moyenne 67h dans les bouchons. »

« Selon nos besoins et nos contraintes, en fonction de notre vie familiale et professionnelle, des jours et des horaires, nous pouvons être piéton, cycliste, automobiliste ou usager des transports en commun. Par

Ecrit par le 2 juillet 2026

contre, comme il n'existe quasiment pas d'alternative en raison de l'absence d'une offre de transport adaptée à la réalité des besoins des habitants de notre territoire : inadéquation des infrastructures, organisation et offre trop limitée, ruptures de charge, mauvaise organisation etc (65% d'insatisfaits). Nous sommes donc très souvent condamnés à prendre notre voiture, notamment pour travailler, ce qui évidemment nous conduit à nous retrouver piégés dans les bouchons qui ont augmenté de 6% sur Avignon depuis 2019. L'usage de la voiture est donc une nécessité, quitte à perdre du temps, mais qui apporte de la souplesse et de la facilité. »

Ici, les Avignonnais passent en moyenne 67h dans les bouchons. Pas étonnant dans ces conditions que 96% des participants de l'étude d'Avignon Passion soient 'insatisfaits' ou 'très insatisfaits' concernant la fluidité du réseau routier.

« On doit d'abord faciliter la vie des gens. Ici, on l'a rendue beaucoup plus compliquée. »

« C'est la principale critique que j'adresse aux architectes du schéma de déplacement actuel : ils l'ont conçu avec un prisme idéologique anti-voiture. Une vision qui prévoit tous les paramètres, sauf un, les besoins humains. Et les besoins humains sont souvent dictés par le bon sens ou les nécessités. Au final, on aura beau faire la plus belle piste cyclable du monde, quand il pleut en janvier, vous ne prenez pas votre vélo. Et vous le prendrez encore moins si vous devez aller faire des courses pour la semaine avec vos enfants. Donc effectivement, cela montre toute la complexité des flux, parce qu'en réalité il y a une grande multiplicité des usages de la mobilité. Des usages qui sont très difficile à quantifier. La grande leçon à retenir c'est quand on élabore un plan de mobilité, on doit répondre aux besoins de la population. On doit d'abord faciliter la vie des gens. Ici, on l'a rendue beaucoup plus compliquée. »

« Mais si la première faute a été de mener une politique de mobilité basée sur l'idéologie, indépendamment du besoin des gens et de leur nécessité, la seconde a été de la penser par le nombril. C'est-à-dire comme si le plan Faubourg, c'était uniquement le sujet des gens des Faubourgs et peut-être un peu du reste des Avignonnais. Sans réaliser qu'Avignon joue le rôle de plaque tournante d'un espace géographique très compliqué. Un territoire adossé naturellement à des cours d'eau et débordant sur d'autres départements qui ont besoin d'avoir un accès à la ville centre. Une ville compartimentée, héritière d'une histoire extrêmement riche avec ses remparts mais aussi ses emprises ferroviaires, qui la corsette et l'empêchent de respirer.

[LEO : quand la Ville et l'Agglo d'Avignon s'opposent à leur propre bassin de vie](#)

« La priorité, c'est de faire la LEO telle qu'elle est. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

Côté solution, Julien Aubert est sans équivoque : « La priorité, c'est de faire [la LEO \(Liaison Est-Ouest\)](#) telle qu'elle est. Oui, le tracé est ancien ! Oui, il passe malheureusement par des espaces naturels ! Oui, il a été très long à débloquer ! Mais il faut être lucide, les gens qui expliquent qu'on va peut-être changer le tracé, en réalité ils enterrent le projet car nous n'avons pas le temps matériel de refaire l'étude avant la fin de validité de la DUP (Déclaration d'utilité publique). Le débat est donc clair, soit on fait la LEO telle qu'elle existe, avec toutes ses qualités et tous ses défauts, soit il n'y aura pas de LEO. Il est donc évident de faire de ce dossier une priorité afin de délester Avignon et ses habitants des excès de trafic et de permettre aux usagers extérieurs de la contourner le plus facilement possible. »

« La LEO est vitale pour l'avenir de notre territoire, insiste-t-il. Attractivité économique, emploi, santé des habitants, pollution atmosphérique... Trop de temps perdu et trop de retard accumulé, Avignon et son agglomération doivent impérativement réagir sans quoi notre ville déclinera encore et toujours. »

Selon Avignon Passion : 80% des personnes interrogées sont favorables au projet de la LEO, le secteur de la rocade l'étant encore davantage (93%). Dans la continuité, ils sont 83% à considérer 'très prioritaires' de fluidifier le réseau routier, tout particulièrement dans les secteurs de la 1^{ère} couronne avignonnaise, de la rocade Charles de Gaulle, du tour des remparts et de la route de Marseille.

« Refluidifier le transit en ville sans dégrader la qualité de vie des gens. »

« L'autre nécessité, c'est de revoir le plan Faubourg. Plus de 84% des personnes interrogées dans notre enquête souhaitent la modification voire la suppression du plan faubourg. Il y a peut-être des endroits où cela a amélioré la vie et tout n'est pas à jeter, mais il faut totalement le remettre à plat avec une vraie concertation des principaux intéressés et sans idéologie. J'habite dans le secteur et on a changé quand même 8 fois le sens de circulation pour arriver jusqu'à chez moi ! Il faut donc repenser tout cela avec une seule et unique boussole : refluidifier le transit en ville sans dégrader la qualité de vie des gens. »

Ecrit par le 2 juillet 2026



Julien Aubert regrette que le tramway ne rejoigne pas les principaux pôles de la ville : Agroparc, l'hôpital et même le centre-ville comme cela était initialement prévu. Crédit : DR/Grand Avignon

Optimiser les réseaux de transport en commun

Troisième priorité pour Julien Aubert : optimiser les réseaux de transport en commun, le tramway notamment.

« Plutôt que de faire un téléphérique, il paraîtrait plus logique de desservir les pôles principaux d'Avignon comme la zone d'Agroparc ou l'hôpital. »

C'est ce que demandent d'ailleurs 55% des répondants, devant l'université à Saint-Lazare (37%), le parking de l'île Piot à (32%), mais aussi la gare TGV, la zone commerciale du Pontet et Réalpanier.

« Le tramway était un choix stratégique mais c'est aussi un traumatisme pour les commerces durant le chantier. Une forme de 'vitrification'. On l'a bien vu avec l'avenue Saint-Ruf qui a payé cher l'installation du tramway. Par contre, une fois qu'on a eu les inconvénients, il faut qu'on ait les avantages en desservant enfin les zones principales de notre ville. Si on avait été logique, le tramway serait aussi allé dans le cœur de ville, jusqu'à la place de l'horloge. Si on veut favoriser les déplacements, notamment pour les personnes à mobilité réduite et les personnes âgées il faut que ce tramway soit le plus efficace possible. »

Une réflexion à mener à l'échelle du bassin de vie

En termes de mobilité Julien Aubert a aussi pleinement conscience que la réponse la plus efficace doit être apporté à l'échelle du bassin de vie.

Ecrit par le 2 juillet 2026

« A minima, il faudrait déjà que le Grand Avignon soit en phase avec Avignon pour commencer », regrette-t-il en constatant que « la ville-centre ne s'entend avec une partie des autres collectivités alentours. Si en plus vous avez la zone gardoise qui joue aussi parfois sa partition contre la partie vauclusienne... ce n'est pas comme cela que l'on bâtit un projet de territoire. Cela se construit par de la confiance. Nous avons donc besoin d'un dialogue de confiance entre la ville-centre, qui doit comprendre qu'elle ne peut pas être Gargantua et dévorer ses voisins, et de l'autre côté, des voisins qui doivent aussi concevoir que cette ville-centre assume un certain nombre de fonctions d'intérêt général avec les coûts importants qui vont avec. Qu'elle a une fonction 'moteur' qui doit être reconnue et qu'elle a aussi un rôle naturel pour guider l'avenir du bassin de vie. »

« Se demander si notre découpage actuel des collectivités départementales et même régionales est adapté à l'époque moderne. »

« Après, il y a sans doute une réflexion plus globale à mener, davantage au niveau national qu'au niveau local, qui consiste à se demander si notre découpage actuel des collectivités départementales et même régionales est adapté à l'époque moderne. »

Prenant l'exemple de la LEO avec la récente demande des maires gardois du Grand Avignon de prioriser la tranche 3 (celle franchissant le Rhône) à [la tranche 2](#) (celle franchissant la Durance) : « il ne faut pas reproduire les erreurs de Cécile Helle qui consiste à regarder par le petit bout de la lorgnette. C'est un projet global en trois parties. Et pour qu'il fonctionne, il les faut toutes. Il s'agit donc de remettre les choses dans l'ordre même si, effectivement, il est temps de trouver les financements pour la tranche 3. Là aussi, il serait bon que la région Occitanie se rappelle que le Gard fait bien partie de l'Occitanie. »

« Avignon : c'est une ville qui porte le passé, mais qui doit aussi porter l'avenir. »

Quant au canton de Villeneuve-lès-Avignon, s'il n'est pas loin de penser qu'il s'agit aujourd'hui d'un délaissée d'Occitanie, à l'image de plusieurs présidents du Grand Avignon comme [Joël Guin début juin dans nos colonnes](#), [Patrick Vacaris il y a quelques années](#), ou tout récemment la présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Dominique Santoni, dans les colonnes de nos confrères de La Marseillaise, Julien Aubert serait lui aussi favorable à son rattachement au Vaucluse : « S'ils sont maltraités en région Occitanie et qu'ils sont culturellement tournés vers nous, je ne verrai que des avantages à ce qu'ils soient dans notre région et dans notre département. Car il ne faut pas oublier qu'Avignon c'est la porte d'entrée de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur et même celle d'Occitanie. La ville ne doit pas être une sorte de caillou qui en bloque les flux. Avignon c'est une ville que toute la France connaît, mais c'est aussi Atlas qui porte le monde sur ses épaules avec un patrimoine unique qui génère des frais et des contraintes architecturales incessantes pour une ville qui n'en a pas les moyens. C'est une ville qui porte le passé, mais qui doit aussi porter l'avenir. C'est pour cela que si nous voulons une métropole attractive et dynamique au plan économique dans un territoire parmi les plus pauvres de France, il nous faut une agglomération élargie.. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

« Cependant pour défendre cette vision, porter cette voix singulière, il faut être au fait de la géographie et de la réalité des problématiques si particulières de ce territoire afin d'être en mesure de l'expliquer au niveau national et des services de l'Etat, assure-t-il. Aujourd'hui, le sujet des mobilités et des déplacements sur Avignon ne concerne plus uniquement les Avignonnais ou les Vauclusiens. C'est un sujet national d'aménagement du territoire. »

Laurent Garcia



L'enquête 'Circulation-Mobilités' d'Avignon Passion

Plus de 500 personnes ont répondu à cette enquête 'Circulation-Mobiliés', se félicite Julien Aubert : « C'est un nombre suffisamment significatif pour établir un diagnostic fiable. Quand on fait un sondage, on est à peu près cette jauge-là par rapport à notre population ».

Le président d'Avignon Passion estime également que provenance des personnes ayant répondu est assez bien répartie dans toute Avignon ainsi qu'à l'extérieur de la cité des papes.

(Centre-ville : 10%, 1^{re} ceinture d'Avignon : 43%, 2^e ceinture : 12% et Hors Avignon : 35%). Dans le même temps, 24% des participants travaillent en centre-ville dont 49% n'habitent pas Avignon et 13% des participants travaillent sur le secteur Montfavet (Agroparc, Cantarel, Mistral 7) dont 41% n'habitent pas Avignon.

« C'est vraiment un retour d'utilisateurs, insiste-t-il. Nous avons à la fois des gens qui vivent à Avignon et

Écrit par le 2 juillet 2026

qui travaillent à l'extérieur, des gens qui vivent à l'extérieur et qui travaillent dans Avignon, et puis évidemment ceux qui font les circuits intérieurs. »

Crédit photo : [Guillaume Samama](#)-Photographe

SPIE : 190 postes à pourvoir en PACA dont 30 en alternance



SPIE, leader européen des services multi-techniques dans les domaines de l'énergie et des communications, lance sa campagne de recrutement pour l'année 2025 en France. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'entreprise cherche à recruter 190 collaborateurs dont 30 alternants.

Le groupe SPIE compte 19 000 collaborateurs sur plus de 300 sites, dont certains sont situés en Région Sud, et plus particulièrement en Vaucluse à Orange, Pertuis, Sérignan-du-Comtat, Sorgues, ou encore



Ecrit par le 2 juillet 2026

Védène. SPIE continue de se développer et, pour ce faire, lance une campagne de recrutement en France. En PACA, 190 postes sont à pourvoir dont 30 en alternance.

Au travers des six filiales du groupe, divers postes sont proposés comme technicien de maintenance, SSI (sécurité des systèmes d'information), monteur électricien, chef de chantier, conducteur de travaux, responsable d'études techniques, responsable d'affaires, architecte informatique, et bien d'autres.

« Rejoindre SPIE, c'est plus qu'un emploi : c'est l'opportunité de relever des défis techniques passionnants et de participer activement à un monde plus durable, déclare souligne [Arnaud Tirmarche](#), directeur général de SPIE France. Nous recherchons des personnes engagées qui souhaitent contribuer à nos côtés aux grandes transitions de notre société. »

Pour découvrir toutes les offres d'emploi et y postuler, [cliquez ici](#).